A°. 1925.  N°. 72.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 5den December 1925, No. 974, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 1sten October 1925 (Staatsblad No. 403), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 2 Juli 1924 te Riga tusschen Nederland en Letland gesloten handelsverdrag (Staatsblad 1925, No. 248), alsmede van de bij de onderteekening van dat verdrag tusschen den Nederlandschen Gezant te Kopenhagen en den Minister van Buitenlandsche Zaken van Letland gewisselde nota's.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 24 October 1925, 4de Afd. No. 17/366, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 1sten October 1925 (Staatsblad No. 403), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 2 Juli 1924 te Riga tusschen Nederland en Letland gesloten handelsverdrag (Staatsblad 1925, No. 248), alsmede van de bij de onderteekening van dat verdrag tusschen den Nederlandschen Gezant te Kopenhagen en den Minister van Buitenlandsche Zaken van Letland gewisselde nota's.

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van 1 October 1925, nevens afschrift dezer beschikking in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

BRANTJES.

Uitgegeven den 29n. December 1925.
De Gouvernements-Secretaris,
BOOMGAART.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de wet van den 23sten Juni 1925 (*Staatsblad* n°. 248), houdende goedkeuring van het op 2 Juli 1924 te *Riga* tusschen *Nederland* en *Letland* gesloten handelsverdrag, van welk verdrag een afdruk en een vertaling bij dit Besluit is gevoegd;

Gezien mede de bij de onderteekening van dat verdrag tusschen Onzen Gezant te *Kopenhagen* en den Minister van Buitenlandsche Zaken van *Letland* gewisselde nota's dd. 2 Juli 1924, van welke nota's eveneens een afdruk en een vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat de akten van bekrachtiging van dat verdrag op 17 September 1925 te *Riga* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van 25 September 1925, Directie van het Protocol n°. 26014;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemd verdrag en bovenbedoelde nota's, alsmede de vertalingen daarvan te doen bekendmaken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 1sten October 1925.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN KARNEBEEK.

Uitgegeven den *veertienden* October 1925.

De Minister van Justitie,
J. SCHOKKING.

Traité de commerce entre les Pays-Bas et La Lettonie.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Lettonie, désireux de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs pays, ont decidé de conclure un traité de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Chevalier Willem Louis Frederik Christiaan de Rappard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas auprès du Gouvernement de la République de Lettonie,

Le Gouvernement de la République de Lettonie,

Louis Seja, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

1. Les ressortissants, les sociétés (anonymes et autres) commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation et les produits du sol et de l'industrie de l'une des deux Parties Contractantes, jouiront dans le territoire de l'autre partie d'un traitement sous tous les rapports au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux ressortissants, aux sociétés et aux produits du sol et de l'industrie du pays étranger le plus favorisé, bien entendu toutefois à la réserve des restrictions exprimées aux articles 5, 6 et 7.

2 Ce traitement sera accordé en tout ce qui concerne l'établissement des ressortissants et des sociétés de l'une des deux Parties Contractantes dans le territoire de l'autre; l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, ainsi qu'en tout ce qui concerne les affaires de commerce et de navigation, à l'égard de l'importation, de l'exportation

et du transit; les droits et formalités de douane et les opérations commerciales; le paiement des impôts.

Article II.

1. Les bâtiments de l'une des deux Parties Contractantes jouiront dans les ports, rivières et eaux territoriales de l'autre partie d'un traitement non moins favorable que celui accordé ou à accorder aux bâtiments nationaux ou à ceux de la nation étrangère la plus favorisée.

2. Les Parties Contractantes se réservent le droit de ne permettre l'exercice du cabotage qu'aux bâtiments nationaux.

Article III.

1. Les Parties Contractantes s'engagent en outre à concéder, à condition de réciprocité, le libre passage à travers leurs territoires, y compris les eaux territoriales, aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux, venant de ou destinés à l'autre partie et à leur accorder en matière de facilités, frais, restrictions etc. un traitement au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux de leur propre nationalité, origine, importation ou propriété ou à ceux d'une autre nationalité, origine, importation ou propriété plus favorisée.

2. Cette disposition pour autant qu'elle concerne le libre transit de marchandises, ne préjudiciera en rien aux prescriptions légales sur le transit d'armes et de provisions de guerre.

Article IV.

Les dispositions du présent traité sont applicables aux Indes néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, ainsi qu'aux ressortissants, sociétés et bâtiments et aux produits du sol et de l'industrie de ces pays.

Article V.

Il est bien entendu que les dispositions du présent traité n'accordent à aucune des Parties Contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une convention générale internationale à laquelle une des deux Parties Contractantes a adhéré ou adhérera à l'avenir.

Article VI.

Les Pays-Bas ne pourront par suite des dispositions précitées exiger les faveurs que la Lettonie a accordé ou accordera à l'avenir à un des Etats Baltiques (Finlande, Esthonie, Lithuanie) ou à ces trois pays, tant que ces avantages n'auront été accordés à un Etat tiers.

Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Article VII.

Il est entendu que le présent traité ne déroge en rien aux faveurs relatives aux communications, au trafic et au commerce de frontière, qui pour des raisons locales seraient accordées par une des Parties Contractantes à des Etats limitrophes.

Article VIII.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent arrangement qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties Contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article IX.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur avec tacite réconduction pour une même période chaque fois où il ne sera pas dénoncé par une des Hautes Parties Contractantes au moins six mois avant l'échéance.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Faite en double à Riga, le 2 juillet mil neuf cent vingt-quatre.

W. L. F. C. van Rappard. (L.S.)

Louis Seja. (L.S.)

Legation des Pays-Bas.

N°. 72 H 202.

Riga, le 2 juillet 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'il est bien entendu que les dispositions de l'article 1 du traité de commerce, conclu aujourd'hui entre le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la Reine, pour autant que ces dispositions concernent l'établissement des ressortissants et le libre transit de personnes ne porteront pas atteinte aux dispositions en vigueur dans les deux pays en matière de la délivrance ou de la prorogation de visas, ni aux droits des deux parties de refuser l'entrée ou le séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

En ce qui concerne l'expression „conventions générales internationales" dont parle l'article 5 du traité de commerce précité, le Gouvernement de la Reine entend par ces conventions les conventions collectives à tendance générale telles que, par exemple, la convention internationale sur l'opium, la convention internationale de télégraphie etc. etc.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance renouvelée de ma plus haute considération.

W. L. F. C. de Rappard.

Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères à Riga.

Ministère des Affaires
Etrangères de Lettonie.

K. 72/25310.

Riga, le 2 juillet 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il est bien entendu que les dispositions de l'article 1 du traité de commerce, conclu aujourd'hui entre le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la Reine, pour autant que ces dispositions concernent l'établissement des ressortissants et le libre transit de personnes ne porteront pas atteinte aux dispositions en vigueur dans les deux pays en matière de la délivrance ou de la prorogation de visas, ni aux droits des deux parties de refuser l'entrée ou le séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

En ce qui concerne l'expression ,,conventions générales internationales'' dont parle l'article 5 du traité de commerce précité, le Gouvernement de la République de Lettonie entend par ces conventions les conventions collectives à tendance générale telles que, par exemple, la convention internationale sur l'opium, la convention internationale de télégraphie etc. etc.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

L. Seja.

Son Excellence Chevalier W. L. F. C. van Rappard, *Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Riga.*

Handelsverdrag tusschen Nederland en Letland.

De Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering der Republiek Letland, de ontwikkeling der handelsbetrekkingen tusschen hare landen wenschende te bevorderen, hebben besloten een handelsverdrag te sluiten en hebben te dien einde tot hare gevolmachtigden benoemd, te weten:

De Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Willem Louis Frederik Christiaan Ridder van Rappard, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden bij de Regeering van de Republiek Letland;

De Regeering van de Republiek Letland:

Louis Seja, Minister van Buitenlandsche Zaken,

die, na elkander hunne, in goeden en behoorlijken vorm bevonden, volmachten te hebben medegedeeld, tot overeenstemming zijn gekomen nopens de volgende bepalingen:

Artikel I.

1. De onderdanen, de vennootschappen (naamlooze en andere) op het gebied van handel, nijverheid en financiën, daaronder begrepen de scheepvaartmaatschappijen, en de voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid van een der beide Verdragsluitende Partijen, zullen op het grondgebied van de andere Partij eene behandeling genieten, in alle opzichten ten minste even gunstig als die, toegestaan of toe te staan aan de onderdanen, aan de vennootschappen en aan de voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid van het meestbegunstigde vreemde land, wel te verstaan

echter onder voorbehoud van de beperkingen, nedergelegd in de artikelen 5, 6 en 7.

2. Deze behandeling zal worden toegestaan ten aanzien van al hetgeen betreft de vestiging van onderdanen en vennootschappen van een der beide Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van de andere; het drijven van handel, de uitoefening der nijverheid en van beroepen, alsmede voor al wat betreft handels- en scheepvaartzaken, ten aanzien van den invoer, den uitvoer en den doorvoer; de douanerechten en formaliteiten, en de handelsverrichtingen; de betaling van belastingen.

Artikel II.

1. De vaartuigen van een der beide Verdragsluitende Partijen zullen in de havens, op de rivieren en in de territoriale wateren van de andere Partij eene behandeling genieten, niet minder gunstig dan die, toegestaan of toe te staan aan de nationale vaartuigen of aan die van de meestbegunstigde vreemde natie.

2. De Verdragsluitende Partijen behouden zich het recht voor de uitoefening van de kustvaart slechts toe te staan aan de nationale vaartuigen.

Artikel III.

1. De Verdragsluitende Partijen verbinden zich bovendien, op voorwaarde van wederkeerigheid, aan de personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen, komende van of bestemd voor de andere Partij, vrijen doortocht toe te staan over haar grondgebied, daaronder begrepen de territoriale wateren, en in zake van faciliteiten, kosten, beperkingen, enz. eene behandeling te verleenen, ten minste even gunstig als die, toegekend of toe te kennen aan de personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen harer eigen nationaliteit, haar zelf toebehoorende, herkomstig van haar eigen gebied of door haar zelf ingevoerd, dan wel toegekend of toe te kennen aan de personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen van eene andere, meer begunstigde, nationaliteit, of herkomstig of ingevoerd uit, of het eigendom van een land, dat te dezen aanzien gunstiger wordt behandeld.

2. Deze bepaling zal, voor zoover zij betreft den vrijen

doorvoer van goederen, in niets afbreuk doen aan de wettelijke voorschriften nopens den doorvoer van wapenen en oorlogsbehoeften.

Artikel IV.

De bepalingen van dit verdrag zijn van toepassing op Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, alsmede op de onderdanen, vennootschappen, vaartuigen en voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid dezer landen.

Artikel V.

Het is wel verstaan, dat de bepalingen van dit verdrag aan geen der Verdragsluitende Partijen eenig recht toekennen of haar eenige verplichting opleggen, welke inbreuk zou maken op eene algemeene internationale overeenkomst, waartoe een der beide Verdragsluitende Partijen is toegetreden of in de toekomst zal toetreden.

Artikel VI.

Nederland zal niet op grond van de voorgaande bepalingen aanspraak kunnen maken op de gunsten, die Letland heeft toegestaan of in de toekomst zal toestaan aan een der Baltische Staten (Finland, Estland, Litauen) of aan deze drie landen, zoolang deze voordeelen niet zullen zijn toegestaan aan een derden staat.

Hetzelfde geldt voor wat betreft de voorrechten, die Letland mocht verleenen aan de Unie der Socialistische Sovjet-Republieken krachtens bijzondere overeenkomsten of douaneregelingen.

Artikel VII.

Het is wel verstaan, dat dit verdrag in niets afbreuk doet aan de gunsten met betrekking tot de grensverbindingen, het grensverkeer en den grenshandel, welke om redenen van plaatselijken aard door een der Verdragsluitende Partijen aan aangrenzende staten zouden worden toegestaan.

Artikel VIII.

Elk geschil over de uitlegging, de toepassing of de uitvoering dezer overeenkomst, hetwelk niet langs diplomatieken weg tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen is kunnen worden opgelost, zal worden onderworpen aan het Permanente Hof van Internationale Justitie.

Artikel IX.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig mogelijk te Riga worden uitgewisseld. Het zal in werking treden vijftien dagen na de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden en zal van kracht blijven gedurende een jaar te rekenen van den dag der inwerkingtreding, met stilzwijgende verlenging voor een zelfde tijdvak, telkenmale wanneer het niet ten minste zes maanden vóór den vervaldatum door een der Hooge Verdragsluitende Partijen zal zijn opgezegd.

Ter oorkonde waarvan de gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend.

Gedaan in tweevoud te Riga, den 2den Juli negentienhonderd vier en twintig.

W. L. F. C. van Rappard.
(L. S.)

Louis Seja.
(L. S.)

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.

N°. 72 H 202.

Riga, 2 Juli 1924.

Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer ter kennis van Uwe Excellentie te brengen, dat het wel verstaan is, dat de bepalingen van artikel 1 van het heden tusschen de Regeering van de Republiek Letland en de Regeering van Hare Majesteit de Koningin gesloten handelsverdrag, voor zoover deze bepalingen betrekking hebben op de vestiging van de onderdanen en den vrijen doorvoer van personen, geen inbreuk zullen maken op de in de beide landen, ten aanzien van de verleening of de verlenging van visa van kracht zijnde bepalingen, noch op de rechten van de beide Partijen om den toegang of het verder verblijf te weigeren aan de personen, die ongewenscht zullen worden geacht. Ten aanzien van de uitdrukking „conventions générales internationales", waarvan sprake is in artikel 5 van eerdergenoemd handelsverdrag, wordt door de Regeering van Hare Majesteit de Koningin onder deze „conventions" verstaan de collectieve verdragen van algemeene strekking, als bijv. het internationaal opiumverdrag, de internationale telegraaf-overeenkomst, enz., enz.

Wil, Mijnheer de Minister, de hernieuwde verzekering van mijn bijzondere hoogachting aanvaarden.

W. L. F. C. VAN RAPPARD.

Zijner Excellentie
den Heere Minister van Buitenlandsche Zaken,
te Riga.

Ministerie van Buitenlandsche
Zaken van Letland.

K 72/25310.

Riga, 2 Juli 1924.

Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer ter kennis van Uwe Excellentie te brengen, dat het wel verstaan is, dat de bepalingen van artikel 1 van het heden tusschen de Regeering van de Republiek Letland en de Regeering van Hare Majesteit de Koningin gesloten handelsverdrag, voor zoover deze bepalingen betrekking hebben op de vestiging van de onderdanen en den vrijen doorvoer van personen, geen inbreuk zullen maken op de in de beide landen ten aanzien van de verleening of de verlenging van visa van kracht zijnde bepalingen, noch op de rechten van de beide Partijen om den toegang of het verder verblijf te weigeren aan de personen, die ongewenscht zullen worden geacht. Ten aanzien van de uitdrukking „conventions générales internationales" waarvan sprake is in artikel 5 van eerdergenoemd handelsverdrag, wordt door de Regeering van de Republiek Letland onder deze „conventions" verstaan de collectieve verdragen van algemeene strekking, als bijv. het internationaal opiumverdrag, de internationale telegraaf-overeenkomst, enz., enz.

Wil, Mijnheer de Minister, de verzekering van mijn bijzondere hoogachting aanvaarden.

L. Seja.

Zijner Excellentie
W. L. F. C. Ridder van Rappard, *Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,*
Riga.